



Message 2020-DIAF-26

12 octobre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement du projet de développement régional Bio Gemüse Seeland

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement destiné au subventionnement du projet de développement régional Bio Gemüse Seeland.

1. Introduction	1
2. Bases légales	2
3. Présentation du projet	2
3.1. Vue d'ensemble	2
3.2. Les sous-projets	3
3.2.1. Verein (association)	3
3.2.2. Koordination (Coordination)	3
3.2.3. Gesamtmarketing (marketing général)	4
3.2.4. Bio-Gemüse Tourismus (tourisme légumes bio)	4
3.2.5. B2B Plattform (Plate-forme B2B)	4
3.2.6. InnoPlattform (plate-forme innovation)	5
3.2.7. Construction bâtiment Terraviva ag/sa Kerzers	5
3.2.8. Construction bâtiment Seeland Bio	5
4. Coûts d'investissement et subventions envisagées	6
4.1. Coûts d'investissement et coûts subventionnables	6
4.2. Calcul des subventions fédérales et cantonales	6
4.3. Investissements et financement par bénéficiaire (subventions, et autres sources de financement)	7
5. Échéances des versements, planification financière	7
6. Durabilité	8
7. Conclusions	8

1. Introduction

L'Association «Verein PRE F&G Seeland» est composée de maraîchers bio, de Morat tourisme et de groupements de producteurs. Cette association est porteur de projet. Elle a déposé une demande de subvention cantonale et fédérale pour son projet «PRE Bio Gemüse Seeland» au sens de la Loi sur l'agriculture (LAgr 910.1), article 93 al. 1 let. c. Le Canton, par le Service de l'agriculture, est chargé de l'instruction du dossier et l'aide fédérale est subordonnée à une décision cantonale.

Les projets de développement régional, ou «PDR» (Projekte zur regionalen Entwicklung «PRE») visent à générer de la plus-

value pour l'agriculture en créant ou favorisant des interactions avec d'autres secteurs économiques. Outre cette relation avec d'autres secteurs, un PDR doit aussi concerner plusieurs échelons de la vie du produit agricole (production, transformation, commercialisation). Un PDR doit représenter un ensemble cohérent, être identifiable à une région, comporter plusieurs sous-projets, être portés par différents acteurs économiquement et juridiquement indépendants les uns des autres.

Les projets approuvés par le Canton et la Confédération peuvent être mis au bénéfice de subventions fédérales et cantonales. La Confédération octroie des subventions à condition

que le Canton s'engage au moins à raison de 80% du montant fédéral. Les subventions peuvent être octroyées pour la réalisation d'infrastructures mais aussi comme soutien financier à des projets durant une phase de démarrage.

Des crédits d'investissement sans intérêt pourraient être octroyés pour le financement des frais résiduels (frais résiduels = frais subventionnables – subventions fédérales et cantonales). Dans ce dossier, les porteurs de projet ont explicitement renoncé à demander des crédits d'investissement, notamment pour des questions de conditions de remboursement. Le fait de renoncer à des possibles crédits d'investissement n'impacte en aucune manière le montant des subventions.

Un PDR est élaboré en plusieurs phases.

- > Sur la base d'une *esquisse de projet*, la Confédération donne son feu vert à commencer l'étude préliminaire. Elle octroie à cet effet une subvention unique de 20 000 francs.
- > *L'étude préliminaire* précise davantage le projet, elle chiffre notamment les frais qu'il faudra engendrer pour finaliser l'étude (mandataires, experts, architectes, etc.). Canton et Confédération analysent le dossier de l'étude préliminaire. En cas d'acceptation, ils octroient des subventions pour financer l'étape suivante de la documentation. Ils peuvent émettre certaines conditions ou éléments à préciser ou à corriger dans l'étape suivante. Pour la réalisation de l'étape de la documentation, le Canton a octroyé une subvention de 725 430 francs (Arrêté CE 17.04.2018) et la Confédération de 906 780 francs (Allocation OFAG 9.05.2018), pour des coûts de 2 776 000 francs. La subvention fédérale était conditionnée à une participation cantonale proportionnelle (80%).
- > *L'étape de la documentation* voit le projet se finaliser: les coûts de construction sont définis, les permis de construire sont demandés, les financements sont assurés, les accords avec les partenaires-clé font l'objet de contrats d'intention, les processus sont décrits, les business plans sont réalisés. C'est sur la base de ce dossier que canton et Confédération octroieront les subventions pour la réalisation. Une première version du dossier a été déposée au printemps 2019. Le canton et la Confédération ont accepté le principe du projet tout en émettant une liste de demandes de modifications, éclaircissements et compléments. Le dossier définitif a été remis en avril 2020. Le service de l'agriculture a émis une prise de position favorable le 17 juin 2020. La Confédération a émis quant à elle un préavis favorable le 21 septembre 2020. Sur cette base, le projet peut être admis au subventionnement. Là aussi, la subvention fédérale est conditionnée à une participation cantonale proportionnelle (80%). Canton, Confédération et porteurs du projet signent ensuite une convention qui permet de débiter la réalisation. L'objectif est ici que la convention puisse être signée à fin 2020.

- > *Réalisation*. La convention signée, les porteurs de projet peuvent commencer la réalisation. 80% des subventions sont versées en cours de réalisation durant les 6 premières années. Le solde des subventions de 20% sera versé en 7^e année sur la base d'un décompte final, après avoir constaté que les objectifs partiels et totaux sont bien atteints. La définition de ces objectifs mesurables (financiers ou quantitatifs) fait partie du dossier. L'objectif est ici le démarrage de la réalisation début 2021.

Pour octroyer sa part de subvention pour la réalisation, le Canton doit assurer son financement. Le présent décret vise à obtenir le crédit correspondant.

2. Bases légales

L'article 93 al. 1 let. c de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAg; RS 910.1) prévoit que la Confédération octroie des contributions pour soutenir les projets en faveur du développement régional et la promotion de produits indigènes et régionaux auxquels l'agriculture participe à titre prépondérant.

L'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (OAS; RS 913.1) règle l'octroi de contributions fédérales. Pour les projets de développement régional, elle subordonne le subventionnement fédéral au versement d'une subvention cantonale qui doit atteindre au moins 80% de la contribution fédérale (art. 20 al. 1 let. a OAS).

Au niveau cantonal, le subventionnement est institué par l'article 179 de la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF; RSF 917.1) et réglementé par l'arrêté du 19 décembre 1995 concernant les subventions cantonales en faveur d'améliorations foncières (RSF 917.16). Pour les projets de développement régional, ledit arrêté prévoit que le taux de la subvention cantonale peut atteindre au maximum 80% du taux fédéral (art. 6 let. e de l'arrêté).

3. Présentation du projet

3.1. Vue d'ensemble

Le projet «PRE Bio Gemüse Seeland» a pour but principal de générer de la plus-value pour le secteur maraîcher bio dans la région du Seeland. Il vise également à développer la durabilité, le tourisme et les compétences professionnelles. Les trois mots-clés du projet sont «Légumes», «Bio» et «Seeland».

Le Comité de l'association porteuse du projet «Verein PRE F&G Seeland» est composé de maraîchers à titre individuel, de Terraviva AG (commercialisation de légumes, propriété d'un groupement de producteurs maraîchers bio avec siège à Kerzers), de la communauté d'exploitation Seeland Bio et de Morat Tourisme.

Le schéma ci-après présente une vue d'ensemble du projet.



Source: Verein PRE F&G Seeland

3.2. Les sous-projets

Durant les travaux, les porteurs du projet ont fait des réflexions dans de nombreuses directions autour des thèmes de base (légumes, bio, Seeland). Certains sous-projets ont été abandonnés en cours d'étude pour diverses raisons. Aujourd'hui, le projet se compose des sous-projets suivants.

3.2.1. Verein (association)

L'association «Verein PRE F&G Seeland» va piloter et superviser l'ensemble du projet. L'association se compose essentiellement de maraîchers bio du périmètre. Son comité est présidé par un mandataire externe, mais est composé lui aussi majoritairement de maraîchers bio du périmètre.

Elle va mandater un chef de projet pour l'exécution du PDR.

Coûts: Durant la phase de démarrage de 6 ans, les coûts s'élèveront à 979 600 francs. Il s'agit des charges pour la gestion du projet, administration, etc. De ces coûts, 680 700 francs sont subventionnables.

3.2.2. Koordination (Coordination)

Même si ce sous-projet ne sollicite pas de subventions, il est important de le décrire, car il est central. En effet les partenaires du projet Terraviva AG et Seeland Bio commercialisent à eux deux 95% des légumes bio produits dans le Seeland.

Dans le cadre du projet, ils ont signé un contrat de coordination pour planifier la production (avec leurs producteurs en amont), la récolte, le conditionnement et l'écoulement des légumes. En planifiant ensemble dès la production, on évite que toute la production arrive simultanément sur le marché (avec la diminution de prix que cela entraîne) et qu'il y ait situation de manque juste après. Par cette union, une situa-

tion de concurrence entre acteurs locaux est évitée et tout le secteur gagne en efficacité et en poids par rapport aux acheteurs de la grande distribution. La collaboration fixe les principes de l'entente qui portera notamment sur des démarches communes de marketing (voir sous-projet suivant) et l'écoulement (voir sous-projet Plattform B2B).

En considérant le fait que 20% des légumes bio produits en Suisse proviennent du Seeland, on mesure le potentiel de cette coordination. Cet acte scelle une alliance majeure pour le secteur dans cette région.

3.2.3. Gesamtmarketing (marketing général)

L'objectif est de mettre en place un concept marketing général pour le projet dans sa globalité, mais aussi pour les autres sous-projets. Il s'agit d'avoir une ligne commune et cohérente.

Dans le cadre du projet, des actions de marketing ont été prévues pour les 6 ans de la phase de démarrage: corporate identity, page internet, newsletter, mailings, panneaux d'affichage, actions de promotion, campagnes médias sociaux, inserts dans presse digitale.

Les acteurs prévoient, grâce au projet, une augmentation du chiffre d'affaire avec une approche durable. Le projet fait la distinction claire entre les «dépenses usuelles déjà consenties» par les acteurs pour leur promotion et les mesures nouvelles faites pour permettre d'accroître les parts de marché. L'augmentation attendue permettra à terme de supporter intégralement les charges des nouvelles mesures de marketing. Les subventions représenteront une aide financière dans la phase de démarrage du projet, avant que le retour sur investissement n'ait lieu.

Le marketing sera réalisé en grande partie sur mandat à des agences professionnelles, mais aussi grâce à des ressources internes (chef de projet engagé par l'Association). Le chef de projet de l'Association gèrera la réalisation des actions prévues.

Coûts: Durant la phase de démarrage de 6 ans, les coûts s'élèveront à 2 154 000 francs, soit 291 000 francs pour la main d'œuvre propre dévouée à ces tâches et 1 863 000 francs pour des mandats. Tous les frais sont subventionnables.

3.2.4. Bio-Gemüse Tourismus (tourisme légumes bio)

Ce sous-projet est porté par Morat Tourisme. L'objectif est de développer une offre touristique large (individuels ou groupes) et professionnelle autour des thèmes du projet. Il comporte deux niveaux:

- > Niveau 1: vendre une prestation et développer ainsi un centre de profit;

- > Niveau 2: sensibiliser les clients sur les thèmes des produits de proximité, de respect du climat, de qualité et biologiques, la démarche devient ainsi une action de marketing axée sur les femmes (qui décident de la majeure partie des achats alimentaires) et sur les enfants (clients de demain).

Plus concrètement, il s'agit de mettre en place une structure (incoming) qui développera l'offre sur les exploitations, qui créera et entretiendra le site internet et qui formera les producteurs dans les activités touristiques. La structure réceptionnera et coordonnera les demandes des clients et les orientera vers les prestataires de services (exploitations et entreprises partenaires). Administrativement, la structure sera gérée directement par Morat Tourisme, ce qui garantit le professionnalisme. Une comptabilité séparée sera tenue. La structure se financera par une commission sur les recettes des prestations. Les subventions représentent une aide financière dans la phase de démarrage du projet, avant que les recettes ne couvrent les dépenses.

Coûts: Durant la phase de démarrage de 6 ans, les coûts s'élèveront à 2 458 300 francs. Après déduction de frais directement liés à l'exploitation, restent 1 279 500 francs subventionnables, dont 80% sont des frais de personnel, le reste étant des frais administratifs.

3.2.5. B2B¹ Plattform (Plate-forme B2B)

L'objectif est la mise en place d'une offre de vente directe aux professionnels: la grande distribution, la gastronomie, le commerce de détail, les écoles et institutions, les traiteurs, les petits magasins à la ferme, etc. La plate-forme sera le centre de compétence pour la commercialisation des produits des acteurs du projet. Autant Terraviva AG que Seeland Bio vont transférer l'activité de commercialisation de leurs produits via cette plate-forme (résultat de la coordination mentionnée sous 2.2.2). Ce sous-projet inclut aussi des réflexions quant au transport, notamment dans l'objectif de durabilité (transfert sur le rail et/ou véhicules électriques). Un chiffre d'affaire considérable sera visé dès la 2^e année.

Cette plate-forme sera constituée en une Sàrl indépendante «B2B-Plattform GmbH», dont le siège sera à Kerzers. Son capital sera majoritairement en mains des producteurs locaux, mais sera aussi ouvert à d'autres acteurs. L'infrastructure sera ouverte à d'autres organisations existantes, mais souffrant de ne pas disposer de pareil instrument. L'association «Bio Fribourg» intégrera le capital et profitera de la plate-forme pour dynamiser la commercialisation des produits de ses membres.

Les subventions contribueront d'une part à l'acquisition des outils nécessaires à l'activité (software) et représenteront

¹ B2B = business to business. Désigne les activités entre professionnels.

d'autre part une aide financière dans la phase de démarrage du projet, avant que les recettes ne couvrent les dépenses.

Coûts: Durant la phase de démarrage de 6 ans, les coûts s'élèveront à 7 008 200 francs. Après déduction des frais en relation avec les activités déjà existantes chez Terraviva et Seeland Bio et transférées dans cette plate-forme, restent 1 580 800 francs subventionnables. Il s'agit pour 90% de frais de personnel, le reste étant de l'investissement logistiques (software et véhicule électrique pour livraisons).

3.2.6. InnoPlattform (plate-forme innovation)

L'objectif est de développer un centre de compétences pour les questions liées à la production biologique de légumes. Il proposera à ses clients des prestations de conseil, de formation et de recherche.

Les exploitations maraîchères se spécialisent et leurs exploitants développent des compétences extrêmement élevées dans tous les secteurs de leurs entreprises: technique de production, management, marchés, etc. Leurs exigences en matière d'accompagnement ou de conseil suivent la même tendance. Estimant ne pas trouver les prestations souhaitées sur le marché, l'objectif est de mettre en place une structure de conseil qui serait à disposition des producteurs bio de la région. La plate-forme proposera de propres prestations, ira en chercher où elles sont disponibles, mais permettra aussi de faire partager les compétences existantes sur le territoire en favorisant les échanges.

Institutionnellement, les cantons de Berne et de Fribourg en collaboration avec des acteurs nationaux de la branche (UMS, CCM, Agroscope, HAFL) travaillent justement à mettre en place un réseau de compétences maraîchères nationales avec un centre fort dans le Seeland. Le sous-projet ne se met pas en concurrence ou en «double», mais en complément et/ou partenaire. Le dossier contient une lettre d'intention de coopération entre les porteurs du projet, la Direction de l'Institut agricole de Grangeneuve et la Direction de la formation agricole bernoise «Inforama». Après analyse, il est reconnu que cette prestation serait complémentaire aux services de conseils existants.

Le sous-projet se financera à terme par la vente de services à titre individuel aux exploitations maraîchères (conseils) ou à titre de prestations plus larges comme des essais ou de la recherche par mandat de Terraviva AG et Seeland Bio.

Cette plate-forme sera constituée en une Sàrl indépendante «InnoPlattform-Bio GmbH», dont le siège sera à Kerzers. Son capital sera majoritairement en mains des producteurs locaux.

Les subventions représenteront une aide financière dans la phase de démarrage du projet, avant que les recettes ne couvrent les dépenses.

Coûts: Durant la phase de démarrage de 6 ans, les coûts s'élèveront à 1 686 200 francs. Après déduction de frais directement liés à l'exploitation, restent 935 300 francs subventionnables, dont 93% sont de frais de personnel, le reste étant des frais administratifs.

3.2.7. Construction bâtiment Terraviva AG/SA Kerzers

Terraviva est un groupement de producteurs commercialisant les produits maraîchers bio de ses membres. Il s'est constitué en regroupant, au fil des décennies, plusieurs associations existantes.

Son site en zone industrielle à Kerzers qui compte environ 150 collaborateurs réceptionne la marchandise, la stocke en frigo et la conditionne (mise en cageots ou emballage) pour la vente. Au fil du temps et avec l'augmentation des volumes, les chaînes ont subi de nombreuses modifications. Aujourd'hui, il n'est plus possible de développer le volume et de gros potentiels d'optimisation des processus pourraient être activés en réorganisant fondamentalement les infrastructures.

Le projet consiste en la réalisation d'un nouveau bâtiment, en prolongement du bâtiment actuel afin de rationaliser les processus et de créer la capacité nécessaire en vue du développement de marché attendu pour ces prochaines années. Cet investissement est l'élément phare du projet principal.

Coûts des travaux par CFC

0. Terrain	20 000.–
1. Travaux préparatoires	1 403 000.–
2. Bâtiment	30 995 000.–
3. Equipements d'exploitation	17 785 000.–
4. Aménagements extérieurs	3 650 000.–
5. Frais secondaires – compte d'attente	1 552 000.–
6. Réserve	500 000.–
9. Ameublement et décoration	330 000.–
Total	56 235 000.–

Après déduction de 2 125 000 francs de frais non-subventionnables et en appliquant une réduction de 33% selon directives de l'OFAG¹ pour projet de premier échelon de transformation de denrées agricoles, reste un montant subventionnable de 36 253 700 francs.

3.2.8. Construction bâtiment Seeland Bio

Seeland Bio est une société simple (communauté d'exploitation) entre deux exploitations maraîchères. Seeland Bio

¹ OFAG: office fédéral de l'agriculture

produit donc elle-même des légumes et les commercialise. 85% des produits commercialisés sont issus de leurs propres exploitations. Seeland Bio renforce sa position auprès des grands distributeurs et peut régulièrement augmenter ses volumes de vente. Aujourd'hui, les limites sont atteintes pour ce qui concerne le stockage, le conditionnement et la commercialisation. Ces activités sont réparties sur 3 sites distincts sur trois communes, ce qui nécessite de nombreux transports internes. La marchandise doit parfois être transportée plusieurs fois. Aujourd'hui, tout développement du volume n'est plus possible et de gros potentiels d'optimisation des processus pourraient être activés en réorganisant fondamentalement les infrastructures.

Le projet consiste en la réalisation d'un nouveau bâtiment, afin de rationaliser les processus et de créer la capacité nécessaire en vue du développement de marché attendu pour ces prochaines années. La société simple Seeland Bio est basée sur un contrat initial de 10 ans. Cependant un des sociétaires sera le propriétaire du bâtiment.

Coûts des travaux par CFC

1. Travaux préparatoires	9 000.-
2. Bâtiment	7 947 500.-
4. Aménagements extérieurs	501 000.-
5. Frais secondaires – compte d'attente	287 000.-
Total	8 744 000.-

Après déduction de 320 400 francs de frais non-subventionnables et en appliquant une réduction de 33% selon directives de l'OFAG pour projet de premier échelon de transformation de denrées agricoles, reste un montant subventionnable de 5 644 100 francs.

Remarque générale concernant les deux projets de construction

Dans le cadre de pareil projet de développement régional, on pourrait préférer regrouper les infrastructures et ne réaliser qu'une seule construction. La grande distribution (notamment Coop et Migros) est cependant sensible à l'identification de ses fournisseurs: un acteur orienté vers l'un verra sa cote diminuer auprès de l'autre. Grâce au contrat signé de coopération, les deux infrastructures permettront de couvrir la demande de la grande distribution. Elles permettront de répondre à la demande croissante et de maintenir la position forte de la région dans le secteur maraîcher bio au niveau national.

4. Coûts d'investissement et subventions envisagées

4.1. Coûts d'investissement et coûts subventionnables

Tous les postes d'investissement ne peuvent pas être subventionnés. On distingue dès lors les coûts d'investissement (totaux) et les coûts subventionnables (part pouvant être subventionnée). Les projets PDR ont une particularité puisqu'on tient compte de la nature d'un sous-projet pour appliquer un facteur qui peut réduire le montant subventionnable.

4.2. Calcul des subventions fédérales et cantonales

L'octroi d'une contribution fédérale est subordonné au versement d'une contribution équitable par le Canton. En zone de plaine, le taux maximal de subvention fédérale est de 34%, à condition que le canton s'engage à raison de 80% du montant fédéral (soit 27,2% du montant subventionnable). Si le Canton octroie moins, la Confédération diminue proportionnellement sa part.

Lors des premières discussions, la question de la participation du canton de Berne à la part cantonale au projet s'est posée. En effet, comme le projet est identifié à la région Seeland, il présente dans les faits également un intérêt pour les producteurs issus du canton de Berne. Une analyse des chiffres démontre que la part fribourgeoise varie entre 66% (surfaces de production) et 78% (chiffres d'affaires). Aussi, il ressort de l'analyse des projets et des sous-projets que toutes les organisations soutenues ont leur siège dans le canton de Fribourg. De plus, les constructions projetées représentant la majeure partie des investissements prévus sont sises sur le territoire fribourgeois. Le sous-projet tourisme est aussi exclusivement porté par Morat Tourisme. Partant de ces constats et de l'importance des projets de construction dans l'ensemble du projet, il est apparu comme opportun que le canton de Fribourg assure seul la part cantonale des subventions. Par ailleurs, la réduction de 50% appliquée pour le subventionnement des infrastructures s'inspire directement de la pratique en cours pour les projets de fromageries dans le canton de Fribourg. Avec ces éléments, la subvention cantonale moyenne s'élève à 15,5% des coûts subventionnables.

En outre, il faut relever que le projet s'inscrit pleinement dans l'ambition du canton de Fribourg, de devenir leader de l'agroalimentaire et créera 40 nouveaux emplois directs, tous sis dans le canton de Fribourg. Il faut aussi relever que ce soutien bénéficiera à l'ensemble des producteurs de culture maraîchère bio et aussi à la filière touristique de la région et assurera ainsi de nombreux emplois indirects.

4.3. Investissements et financement par bénéficiaire (subventions, et autres sources de financement)

Sous-projet	Coûts d'investissement	Coûts subventionnables	Taux subvention CH	Montant subvention CH	Taux subvention FR	Montant subvention FR	Emprunts hyp. et leasing	Fonds propres
1. Verein PRE F&G Seeland	3 133 588.–	2 834 720.–	34%	963 805.–	27,2%	771 044.–	0.–	1 322 235.–
dont:								
<i>Association</i>	979 588.–	680 720.–		231 445.–		185 156.–		
<i>Marketing général</i>	2 154 000.–	2 154 000.–		732 360.–		585 888.–		
2. Morat Tourisme								
<i>Bio Gemüse Tourismus</i>	2 458 291.–	1 279 476.–	34%	435 022.–	27,2%	348 017.–	0.–	1 594 757.–
3. B2B Plateforme GmbH								
<i>Plateforme B2B</i>	7 008 181.–	1 580 875.–	34%	537 498.–	27,2%	429 998.–	110 000.–	5 499 764.–
4. InnoPlateforme Bio GmbH								
<i>PlateformeInno</i>	1 686 173.–	935 312.–	34%	318 006.–	27,2%	254 405.–	0.–	1 054 303.–
5. Terraviva SA								
<i>Construction Terraviva</i>	56 235 010.–	36 253 706.–	17%	6 163 130.–	13,6%	4 930 504.–	35 020 000.–	6 955 701.–
6. Seeland Bio								
<i>Construction Seeland Bio</i>	8 744 490.–	5 644 147.–	17%	959 505.–	13,6%	767 604.–	6 370 000.–	171 001.–
Totaux	79 265 733.–	48 528 236.–	19,3%	9 376 965.–	15,5%	7 501 572.–	41 500 000.–	16 597 761.–

Le projet allant se développer sur une période de 7 ans, on relève que les remboursements des emprunts auront largement commencé. Ainsi, les porteurs du projet produiront encore 7 940 000 francs de liquidités à titre de remboursements durant la phase de démarrage.

Le tableau met en évidence que les deux projets de construction représentent la majeure partie des coûts du projet, et, partant, des subventions. Il est important de garder en vue qu'autant Terraviva que Bio Seeland sont des groupements de producteurs. Les répercussions de ces investissements profiteront de facto aux producteurs.

Comme l'a mis en évidence une étude réalisée par l'Institut agricole de Grangeneuve¹ en marge du projet, le marché des légumes croît régulièrement en suisse. Celui des légumes bio croît deux fois plus vite. Ce trend est observé dans les autres pays européens. La sensibilisation de la population ainsi que la croissance du nombre d'habitants permettent de penser que ce trend est durable.

Le Seeland occupe une place importante de ce marché avec 22% du marché suisse. Les infrastructures sont cependant au

maximum de leurs capacités. Pouvoir suivre le développement de ce marché nécessite des investissements. Ce seront autant de tonnages de légumes à produire dans la région et de répercussions positives pour les producteurs locaux.

Le marché des légumes est très concurrentiel et sous haute pression, notamment des grands distributeurs. Si la région ne dispose pas des infrastructures nécessaires à suivre la croissance du marché, le risque n'est pas simplement de voir l'écoulement stagner, mais bien de voir toute la production de la région délaissée par la grande distribution qui se tournerait vers des partenaires à même de satisfaire à l'entier de leur demande.

5. Échéances des versements, planification financière

Selon les règles, le 80% du montant des subventions sera versé en cours de déploiement du projet (période de 6 ans), en fonction des besoins. Le versement des 20% restants n'est possible qu'après la clôture de la période de lancement de 6 ans. Le solde peut être versé après avoir constaté l'atteinte des objectifs fixés et sur la base du décompte des frais réellement engagés.

¹ «Der Bio-Früchte, Gemüse, Kartoffel und Beeren-Markt in der Schweiz und seine zukünftige Entwicklung», L. Collet IAG 13.02.2019

Le versement des subventions pour les sous-projets 1 à 4 va être régulier durant la période. Le versement des subventions pour les sous-projets 5 et 6 va être concentré sur les deux pre-

mières années, puisque c'est durant ce laps de temps que les constructions auront lieu. Le tableau ci-dessous résume la répartition des subventions de 2021 à 2027.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027 (solde)	Totaux
1 089 725.-	2 430 876.-	1 612 357.-	403 958.-	234 265.-	228 661.-	1 501 703.-	7 501 572.-

6. Durabilité

Ce dossier a fait l'objet d'une analyse sous l'angle du développement durable à l'aide de l'instrument «Boussole 21». L'analyse a permis de constater que le projet respecte les principes du développement durable.

Dans sa dimension économique, le projet permet non seulement de pérenniser la position de la région Seeland sur le marché maraîcher bio au niveau national (20% des légumes bio suisses sont produits dans le Seeland), mais donne les moyens de poursuivre la croissance observée ces dernières années. Les analyses de marché montrent que le trend va se poursuivre. Par ailleurs, le projet permet de développer une nouvelle activité avec une offre touristique, portée par Murten Tourismus, en lien avec la production maraîchère bio. En marge du projet, les acteurs ont pu conclure une collaboration pour la coordination de la production sur tout le périmètre du projet, le secteur en sort nettement renforcé.

Dans sa dimension environnementale, le projet comporte plusieurs niveaux d'intérêts. D'une part, on soutient l'augmentation de part de marché de légumes produits selon le mode biologique. L'impact est évident pour la qualité de l'eau (pas d'utilisation d'engrais chimiques ni de produits phytosanitaires de synthèse) et des sols. D'autre part, les infrastructures existantes vieillissantes sont remplacées. Le bilan énergétique est amélioré: meilleure efficacité des machines, moins de transports internes, lumières LED, chauffage par énergie renouvelable et/ou sonde géothermique, production d'électricité par installation photovoltaïque. Finalement, les sites sur lesquels se développe le projet favorisent les transports courts, que ce soit entre la production (en terre ou sous serre) et les lieux de stockage et de conditionnement, ou entre ces lieux de stockage et les accès au réseau de transport pour l'expédition.

Finalement, dans sa dimension sociale, le projet apporte un avantage à la population, principalement en augmentant la part de légumes bio (effet santé), mais aussi en élargissant l'offre touristique (divertissement et potentiel de rencontre) tout en créant de nouvelles places de travail. Par ailleurs, il faut relever que tout le personnel actif dans le cadre du projet est engagé selon le contrat-type agricole et dûment assuré (maladie, accident, etc.), ce qui garantit un traitement équitable.

7. Conclusions

Le projet «PRE Bio Gemüse Seeland» va soutenir le dynamisme du secteur maraîcher bio de la région du Seeland et renforcer la place privilégiée au niveau national que se sont créés les acteurs de ce pan important de l'agriculture fribourgeoise. Il va permettre de développer des potentiels et synergies en relation avec le tourisme. Il contribuera à faire connaître aux consommateurs les produits maraîchers bio de la région et créera de l'emploi au niveau régional. Il va encourager les échanges de compétences et par là renforcer le savoir-faire du secteur.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'ouvrir auprès de l'Administration des finances un crédit d'engagement de **7 501 572 francs** pour la réalisation du projet de développement régional «PRE Bio Gemüse Seeland».

En conséquence, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent décret.

Annexe

—
Rapport Boussole 21



Botschaft 2020-DIAF-26

12. Oktober 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung des regionalen Entwicklungsprojekts Bio Gemüse Seeland

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Subventionierung des Projekts zur regionalen Entwicklung Bio Gemüse Seeland.

1. Einführung	9
2. Rechtsgrundlagen	10
3. Projektpräsentation	10
3.1. Übersicht	10
3.2. Die Unterprojekte	11
3.2.1. Verein	11
3.2.2. Koordination	11
3.2.3. Gesamtmarketing	12
3.2.4. Bio-Gemüse Tourismus	12
3.2.5. B2B Plattform	12
3.2.6. InnoPlattform	13
3.2.7. Bau Gebäude Terraviva ag/sa Kerzers	13
3.2.8. Bau Gebäude Seeland Bio	13
4. Investitionskosten und geplante Beiträge	14
4.1. Investitionskosten und beitragsberechtigte Kosten	14
4.2. Berechnung der Bundes- und Kantonsbeiträge	14
4.3. Investitionen und Finanzierung pro Begünstigten (Beiträge und andere Finanzierungsquellen)	15
5. Zahlungsfristen, Finanzplanung	15
6. Nachhaltigkeit	16
7. Schlussfolgerungen	16

1. Einführung

Der Verein PRE F&G Seeland besteht aus Bio-Gemüseproduzenten, Murten Tourismus und Landbauorganisationen. Dieser Verein ist der Projektträger. Er hat für sein Projekt «PRE Bio Gemüse Seeland» im Sinn des Landwirtschaftsgesetzes (LwG 910.1), Art. 93 Abs. 1 Bst. c ein Gesuch um Kantons- und Bundesbeiträge eingereicht. Der Kanton ist mit dem Amt für Landwirtschaft für die Prüfung des Dossiers zuständig; die Bundeshilfe wird aufgrund des kantonalen Entscheids gewährt.

Die Projekte zur regionalen Entwicklung, kurz PRE, zielen auf die Schaffung von Mehrwert für die Landwirtschaft ab, indem sie Interaktionen mit anderen Wirtschaftsbereichen

schaffen oder fördern. Abgesehen von dieser Verbindung mit anderen Bereichen muss ein PRE auch mehrere der Ebenen betreffen, die das landwirtschaftliche Produkt durchläuft (Produktion, Verarbeitung, Vermarktung). Ein PRE muss ein einheitliches Ganzes darstellen, mit einer Region identifizierbar sein, aus mehreren Unterprojekten bestehen und von mehreren Akteuren getragen werden, die wirtschaftlich und rechtlich voneinander unabhängig sind.

Die vom Kanton und vom Bund genehmigten Projekte können Bundes- und Kantonsbeiträge erhalten. Der Bund gewährt die Beiträge unter der Bedingung, dass sich der Kanton zu mindestens 80% des Bundesbetrags beteiligt. Die Beiträge können für den Bau von Infrastrukturen, aber auch als

finanzielle Unterstützung der Projekte während einer Aufbauphase gewährt werden.

Für die Finanzierung der Restkosten können zinslose Investitionskredite gewährt werden (Restkosten = beitragsberechtigzte Kosten – Bundes- und Kantonsbeiträge). In diesem Dossier verzichten die Projektträger ausdrücklich darauf, Investitionskredite zu beantragen. Dies namentlich aufgrund der Rückzahlungsbedingungen. Die Tatsache, dass auf mögliche Investitionskredite verzichtet wird, hat keinen Einfluss auf die Höhe der Beiträge.

Ein PRE wird in mehreren Phasen erarbeitet.

- > Gestützt auf eine *Projektskizze* gibt der Bund grünes Licht für den Start der Vorabklärung. Er gewährt dazu einen einmaligen Beitrag von 20 000 Franken.
- > In der *Vorabklärung* wird das Projekt mehr im Detail ausgearbeitet. Dabei werden namentlich die Kosten beziffert, die für den Abschluss der Abklärung notwendig sind (Auftragnehmer, Experten, Architekten usw.). Der Kanton und der Bund analysieren das Vorabklärungsdossier. Wenn sie dieses akzeptieren, gewähren sie Beiträge für die Finanzierung der darauffolgenden Grundlagenetappe. Sie können bestimmte Bedingungen auferlegen oder verlangen, dass in der nächsten Etappe Bestandteile genauer erklärt oder korrigiert werden. Für die Umsetzung der Grundlagenetappe gewährte der Kanton einen Beitrag von 725 430 Franken (Beschluss SR 17.04.2018) und der Bund von 906 780 Franken (Zuschuss BLW 9.05.2018). Die Kosten beliefen sich auf 2 776 000 Franken. Der Bundesbeitrag war an eine anteilmässige Beteiligung des Kantons (80%) geknüpft.
- > In der *Grundlagenetappe* wird dem Projekt der letzte Schliff gegeben: Die Baukosten werden festgelegt, die Baubewilligungen beantragt, die Finanzierungen sichergestellt, Vereinbarungen mit wichtigen Partnern mit Absichtserklärungen festgehalten, die Prozesse beschrieben und die Businesspläne ausgearbeitet. Gestützt auf dieses Dossier gewähren der Kanton und der Bund Realisierungsbeiträge. Eine erste Version des Dossiers wurde im Frühling 2019 eingereicht. Der Kanton und der Bund haben den Grundsatz des Projekts angenommen und eine Liste mit erforderlichen Änderungen, Erläuterungen und Ergänzungen abgegeben. Das definitive Dossier wurde im April 2020 übergeben. Das Amt für Landwirtschaft legte am 17. Juni 2020 eine positive Stellungnahme vor. Der Bund seinerseits legte am 21. September 2020 eine positive Stellungnahme vor. Auf dieser Grundlage ist das Projekt zu Beiträgen berechtigt. Auch hier ist der Bundesbeitrag an eine anteilmässige Beteiligung des Kantons (80%) geknüpft. Kanton, Bund und Projektträger unterzeichnen anschliessend eine Vereinbarung, die den Beginn der Umsetzung ermöglicht. Hier ist das Ziel, dass die Vereinbarung bis Ende 2020 unterzeichnet werden kann.

- > *Umsetzung.* Nach der Unterzeichnung der Vereinbarung können die Projektträger mit der Umsetzung beginnen. 80% der Beiträge werden im Lauf der Umsetzung während den ersten 6 Jahren ausbezahlt. Der Restbetrag von 20% wird im 7. Jahr gestützt auf die Endabrechnung ausbezahlt, und zwar nachdem das Erreichen der Teil- und Gesamtziele bestätigt wurde. Die Definition dieser messbaren (finanziellen oder quantitativen) Ziele ist Teil des Dossiers. Das Ziel ist hier, Anfang 2021 mit der Umsetzung zu beginnen.

Für die Gewährung seines Anteils des Umsetzungsbeitrags muss der Kanton die Finanzierung sicherstellen. Dieses Dekret zielt auf den Erhalt des entsprechenden Kredits ab.

2. Rechtsgrundlagen

Artikel 93 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (LwG; SR 910.1) sieht vor, dass der Bund für die Unterstützung von Projekten zur regionalen Entwicklung und zur Förderung von einheimischen und regionalen Produkten, an denen die Landwirtschaft vorwiegend beteiligt ist, Beiträge gewährt.

Die Bundesverordnung vom 7. Dezember 1998 über die Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft (SVV; SR 913.1) regelt die Gewährung der Bundesbeiträge. Für die Projekte zur regionalen Entwicklung setzt die Verordnung für die Bundesbeiträge die Auszahlung eines Kantonsbeitrags voraus, der mindestens 80% des Bundesbeitrags entspricht (Art. 20 Abs. 1 Bst. a SVV).

Auf kantonaler Ebene ist die Subventionierung durch Art. 179 des Gesetzes vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1) vorgesehen und durch den Beschluss vom 19. Dezember 1995 über die Kantonsbeiträge an die Bodenverbesserungen (SGF 917.16) reglementiert. Für die Projekte zur regionalen Entwicklung sieht dieser Beschluss vor, dass sich der Höchstsatz des Kantonsbeitrags auf 80% des Satzes des Bundes beläuft (Art. 6 Bst. 2 des Beschlusses).

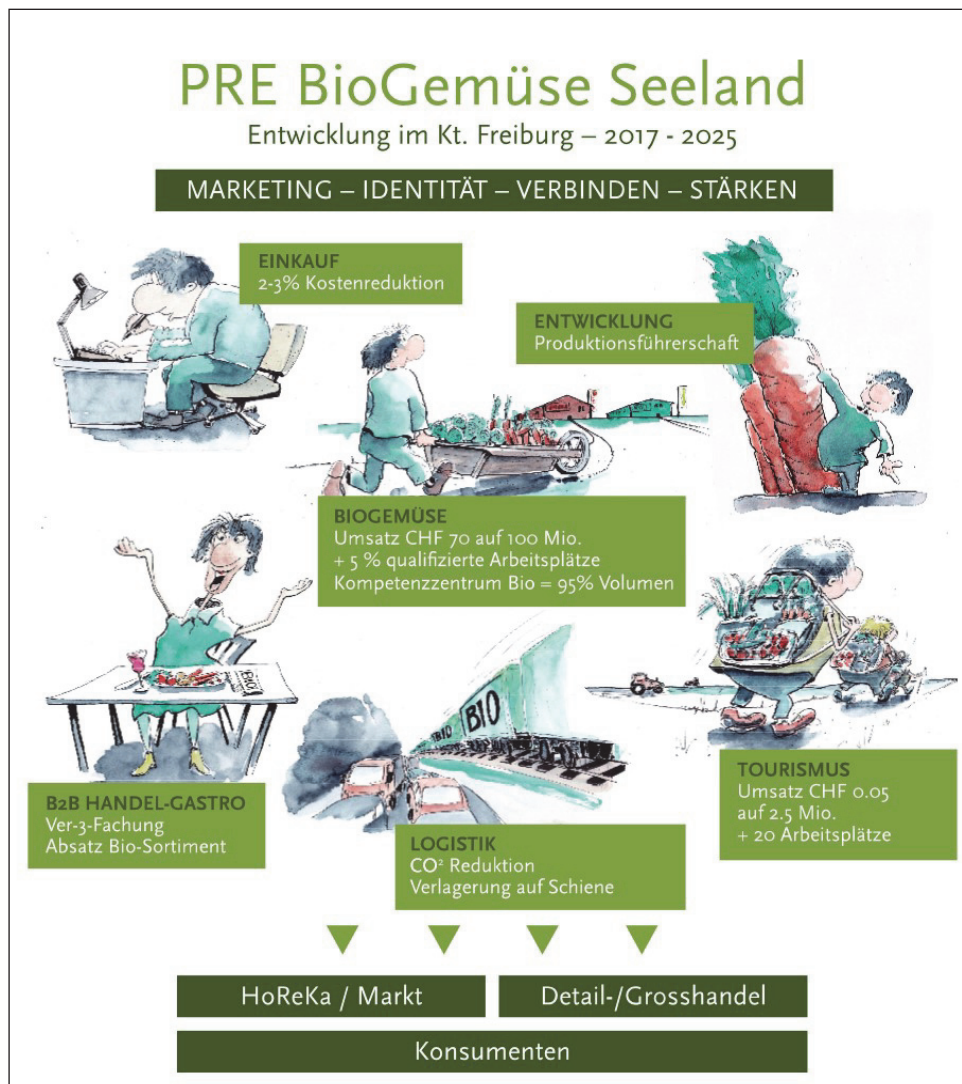
3. Projektpräsentation

3.1. Übersicht

Das Hauptziel des PRE Bio Gemüse Seeland ist die Schaffung von Mehrwert für den Sektor des biologischen Gemüsebaus im Seeland. Er zielt zudem auf die Weiterentwicklung der Nachhaltigkeit, des Tourismus und der Fachkompetenzen ab. Die drei Stichworte des Projekts sind «Gemüse», «Bio» und «Seeland».

Der Vorstand der Projektträgerschaft, des Vereins PRE F&G Seeland, besteht aus einzelnen Gemüseproduzenten, Terraviva AG (Vermarktung von Gemüse, Bio-Gemüseproduzentenorganisation mit Sitz in Kerzers), der Betriebsgemeinschaft Seeland Bio und Murten Tourismus.

Das folgende Schema stellt eine Übersicht des Projekts dar.



Quelle: Verein PRE F&G Seeland

3.2. Die Unterprojekte

Während den Arbeiten stellten die Projektträger Überlegungen mit zahlreichen Ausrichtungen in Bezug auf die Grundthemen (Gemüse, Bio, Seeland) an. Einige Unterprojekte wurden im Verlauf der Abklärung aus verschiedenen Gründen aufgegeben. Das Projekt besteht heute aus folgenden Unterprojekten.

3.2.1. Verein

Der Verein PRE F&G Seeland wird das gesamte Projekt steuern und überwachen. Der Verein besteht hauptsächlich aus Bio-Gemüseproduzenten des Perimeters. Sein Vorstand wird von einem externen Auftragnehmer geleitet, besteht aber ebenfalls hauptsächlich aus Bio-Gemüseproduzenten des Perimeters.

Der Verein wird für die Umsetzung des PRE eine Projektleitung beauftragen.

Kosten: Während der sechsjährigen Aufbauphase belaufen sich die Kosten auf 979 600 Franken. Es handelt sich um die Aufwendungen für die Projektführung, Administration usw. Von diesen Kosten sind 680 700 Franken beitragsberechtigigt.

3.2.2. Koordination

Auch wenn dieses Unterprojekt keine Beiträge beansprucht, ist es hier anzuführen, denn es ist zentral. Die Partner des Projekts, Terraviva AG und Seeland Bio, vermarkten zusammen 95% des im Seeland produzierten Bio-Gemüses.

Im Rahmen des Projekts haben sie für die Planung der Produktion (mit ihren vorgelagerten Produzenten), der Ernte, der Verpackung und des Absatzes des Gemüses einen Koordinationsvertrag unterzeichnet. Durch die gemeinsame Planung ab der Produktion wird verhindert, dass die gesamte Produktion gleichzeitig auf den Markt kommt (mit der dadurch ausgelösten Preissenkung) und dass kurz dar-

auf ein Mangel herrscht. Mit diesem Zusammenschluss wird eine Konkurrenzsituation unter den lokalen Akteuren vermieden und die gesamte Branche gewinnt an Effizienz und an Gewicht gegenüber den Einkäufern des Grosshandels. Die Zusammenarbeit legt die Grundlagen des Bündnisses fest, das sich namentlich auf das gemeinsame Vorgehen beim Marketing (siehe folgendes Unterprojekt) und beim Absatz (siehe Unterprojekt Plattform B2B) bezieht.

An der Tatsache, dass 20% des in der Schweiz produzierten Bio-Gemüses aus dem Seeland stammt, kann das Potenzial dieser Koordination gemessen werden. Diese Vereinbarung besiegelt eine wichtige Allianz der Branche in dieser Region.

3.2.3. Gesamtmarketing

Das Ziel ist die Einführung eines Gesamtmarketingkonzepts für das Projekt als Ganzes, aber auch für die anderen Unterprojekte. Es geht darum, eine gemeinsame und kohärente Linie zu verfolgen.

Im Rahmen des Projekts wurden Marketingaktionen für die sechsjährige Aufbauphase vorgesehen: Corporate Identity, Website, Newsletter, Mailings, Werbetafeln, Werbeaktionen, Kampagnen in sozialen Medien, Inserate in der digitalen Presse.

Die Akteure planen mit diesem Projekt eine nachhaltige Umsatzsteigerung. Das Projekt unterscheidet klar zwischen den «bereits bewilligten üblichen Ausgaben» der Akteure für ihre Werbung und den neuen Massnahmen für die Erhöhung der Marktanteile. Die erwartete Erhöhung wird langfristig ermöglichen, die Aufwendungen für die neuen Marketingmassnahmen vollständig zu tragen. Die Beiträge stellen eine Finanzhilfe in der Aufbauphase des Projekts dar, bevor die Investitionen einen Ertrag abwerfen.

Für das Marketing werden zu einem grossen Teil professionelle Agenturen beauftragt, aber auch mit internen Ressourcen gearbeitet (vom Verein angestellte Projektleitung). Die Projektleitung des Vereins wird die Umsetzung der geplanten Aktionen leiten.

Kosten: Während der sechsjährigen Aufbauphase belaufen sich die Kosten auf 2 154 000 Franken. Davon sind 291 000 Franken für das eigene Personal für diese Aufgaben und 1 863 000 Franken für Aufträge vorgesehen. Alle Kosten sind beitragsberechtigt.

3.2.4. Bio-Gemüse Tourismus

Dieses Unterprojekt wird von Murten Tourismus getragen. Das Ziel ist die Entwicklung eines breiten und professionellen touristischen Angebots (Individual- und Gruppenreisen) mit Bezug auf die Projektthemen. Es besteht aus zwei Ebenen:

- > 1. Ebene: Verkauf einer Dienstleistung und Entwicklung eines Profitzentrums;
- > 2. Ebene: Sensibilisierung der Kundschaft für regionale Produktthemen, Klimabewusstsein, Qualität und Bio. So wird dies eine auf Frauen (die den Grossteil der Entscheide in Bezug auf den Lebensmitteleinkauf treffen) und Kinder (Kunden von morgen) ausgerichtete Marketingaktion.

Konkret geht es um die Einführung einer Einrichtung (Incoming), die das Angebot auf den Betrieben entwickelt, die Website schafft und pflegt und die Produzierenden in touristischen Aktivitäten schult. Die Einrichtung wird die Kundenanfragen entgegennehmen und koordinieren und die Kunden an die Dienstleistenden (Betriebe und Partnerunternehmen) verweisen. Administrativ wird die Einrichtung direkt von Murten Tourismus geleitet, wodurch ihre Professionalität sichergestellt wird. Es wird separat Buch geführt. Die Einrichtung wird durch eine Kommission auf die Dienstleistungseinnahmen finanziert. Die Beiträge stellen eine Finanzhilfe in der Aufbauphase des Projekts dar, bevor die Einnahmen die Ausgaben abdecken.

Kosten: Während der sechsjährigen Aufbauphase belaufen sich die Kosten auf 2 458 300 Franken. Nach Abzug der direkt mit dem Betrieb verbundenen Kosten verbleiben 1 279 500 Franken, die beitragsberechtigt sind, davon sind 80% Personalkosten. Der Rest sind administrative Kosten.

3.2.5. B2B¹ Plattform

Das Ziel ist die Einführung eines Direktverkaufsangebots für Grosshandel, Gastronomie, Detailhandel, Schulen und Einrichtungen, Caterer, kleine Hofläden usw. Die Plattform wird das Kompetenzzentrum für die Vermarktung der Produkte der Projektakteure sein. Sowohl Terraviva AG als auch Seeland Bio werden die Vermarktungstätigkeit für ihre Produkte auf diese Plattform übertragen (Folge der in 2.2.2 erwähnten Koordination). Dieses Unterprojekt umfasst zudem Überlegungen zum Transport, namentlich mit dem Ziel der Nachhaltigkeit (Verlagerung auf die Bahn und/oder elektrische Fahrzeuge). Ab dem zweiten Jahr wird ein beträchtlicher Umsatz angestrebt.

Diese Plattform wird aus der unabhängigen B2B-Plattform GmbH bestehen, die ihren Sitz in Kerzers hat. Ihr Kapital wird hauptsächlich von lokalen Produzenten gehalten, steht aber auch anderen Akteuren offen. Die Infrastruktur wird für andere bestehende Organisationen zugänglich sein, die über kein vergleichbares Instrument verfügen. Der Verein Bio Freiburg wird einen Teil des Kapitals halten und die Plattform nutzen, um die Vermarktung der Produkte seiner Mitglieder zu dynamisieren.

¹ B2B = business to business. Bezeichnet die Tätigkeiten zwischen Unternehmen.

Die Beiträge werden einerseits für den Kauf der notwendigen Hilfsmittel für die Tätigkeit (Software) aufgewendet und stellen andererseits eine Finanzhilfe für die Aufbauphase des Projekts dar, bevor die Einnahmen die Ausgaben abdecken.

Kosten: Während der sechsjährigen Aufbauphase belaufen sich die Kosten auf 7 008 200 Franken. Nach Abzug der Kosten in Verbindung mit den bereits bei Terraviva und Seeland Bio bestehenden Tätigkeiten, die auf diese Plattform übertragen werden, sind 1 580 800 Franken beitragsberechtigt. Davon sind 90% Personalkosten und der Rest Investitionen für die Logistik (Software und Elektrofahrzeug für die Lieferungen).

3.2.6. InnoPlattform

Das Ziel ist der Aufbau eines Kompetenzzentrums für Themen in Verbindung mit dem biologischen Gemüseanbau. Es wird seinen Kunden Beratungs-, Ausbildungs- und Forschungsleistungen anbieten.

Die Gemüsebetriebe spezialisieren sich und ihre Bewirtschaftenden entwickeln ausgeprägte Spitzenkompetenzen in allen Bereichen ihrer Unternehmen: Produktionstechnik, Management, Märkte usw. Ihre Anforderungen an die Begleitung und Beratung folgen der gleichen Tendenz. Davon ausgehend, dass die gewünschten Leistungen auf dem Markt nicht vorhanden sind, ist das Ziel, eine Beratungsstelle aufzubauen, die den Bio-Produzenten der Region zur Verfügung steht. Die Plattform wird eigene Leistungen anbieten, sucht verfügbare und ermöglicht und fördert den Austausch der bestehenden Kompetenzen in der Region.

Auf institutioneller Ebene arbeiten die Kantone Bern und Freiburg in Zusammenarbeit mit nationalen Branchenakteuren (VSGP, SZG, Agroscope, HAFL) an der Einführung eines nationalen Kompetenznetzwerks für den Gemüseanbau mit Schwerpunkt im Seeland. Das Unterprojekt ist keine Konkurrenz oder Doppelspurigkeit, sondern eine Ergänzung und/oder Partner. Das Dossier enthält eine Absichtserklärung für die Zusammenarbeit der Projektträger mit der Direktion des Landwirtschaftlichen Instituts Grangeneuve und der Direktion des Berner Bildungszentrums für Landwirtschaft Inforama. Nach Analyse wird diese Leistung als Ergänzung zur bestehenden Beratungsleistung anerkannt.

Das Unterprojekt wird langfristig durch den Verkauf von Einzelleistungen an die Gemüsebetriebe (Beratung) oder breiter abgestützte Leistungen, wie Versuche oder Forschungen im Auftrag von Terraviva AG oder Seeland Bio finanziert.

Diese Plattform wird aus der unabhängigen InnoPlattform-Bio GmbH bestehen, die ihren Sitz in Kerzers hat. Ihr Kapital wird grösstenteils von lokalen Produzenten gehalten.

Die Beiträge stellen eine Finanzhilfe in der Aufbauphase des Projekts dar, bevor die Einnahmen die Ausgaben abdecken.

Kosten: Während der sechsjährigen Aufbauphase belaufen sich die Kosten auf 1 686 200 Franken. Nach Abzug der direkt mit dem Betrieb verbundenen Kosten verbleiben 935 300 Franken, die beitragsberechtigt sind, davon sind 93% Personalkosten. Der Rest sind administrative Kosten.

3.2.7. Bau Gebäude Terraviva ag/sa Kerzers

Terraviva ist eine Produzentenorganisation, welche die Bio-Gemüseprodukte ihrer Mitglieder vermarktet. Sie hat sich im Lauf der Jahre durch den Zusammenschluss von mehreren bestehenden Organisationen gebildet.

An ihrem Standort in der Industriezone von Kerzers mit ungefähr 150 Mitarbeitenden wird die Ware in Empfang genommen, im Kühlschrank gelagert und für den Verkauf abgepackt (in Kisten oder Gebinde). Mit der Zeit und dem steigenden Volumen erlebten die Ketten zahlreiche Änderungen. Es ist heute nicht mehr möglich, das Volumen zu erhöhen und mit der grundlegenden Neuorganisation der Infrastrukturen könnte für die Prozesse ein grosses Optimierungspotenzial aktiviert werden.

Das Projekt besteht im Bau eines neuen Gebäudes durch die Verlängerung des bestehenden Gebäudes, um die Prozesse zu rationalisieren und die notwendige Kapazität für die in den nächsten Jahren erwartete Marktentwicklung zu schaffen. Diese Investition ist das Aushängeschild des Hauptprojekts.

Kosten der Arbeiten pro BKP

0. Gelände	20 000
1. Vorbereitungsarbeiten	1 403 000
2. Gebäude	30 995 000
3. Betriebsausrüstung	17 785 000
4. Aussenraumgestaltung	3 650 000
5. Nebenkosten – Abklärungskonto	1 552 000
6. Reserve	500 000
9. Einrichtung und Raumgestaltung	330 000
Total	56 235 000

Nach Abzug der nicht beitragsberechtigten 2 125 000 Franken und nach Anwendung eines Abzugs von 33% gemäss Richtlinien des BLW¹ für Projekte der ersten Verarbeitungsstufe von landwirtschaftlichen Erzeugnissen verbleibt ein beitragsberechtigter Betrag von 36 253 700 Franken.

3.2.8. Bau Gebäude Seeland Bio

Seeland Bio ist eine einfache Gesellschaft (Betriebsgemeinschaft) von zwei Gemüseanbaubetrieben. Seeland Bio produziert folglich selber Gemüse und vermarktet es. 85% der

¹ BLW: Bundesamt für Landwirtschaft

vermarkteten Produkte stammen aus den eigenen Betrieben. Seeland Bio stärkt ihre Position bei den Grosshändlern und erhöht ihr Verkaufsvolumen regelmässig. Sie hat heute ihre Grenzen in Bezug auf die Lagerung, Verpackung und Vermarktung erreicht. Ihre Tätigkeiten verteilen sich auf drei verschiedene Standorte in drei Gemeinden, was zu zahlreichen internen Transporten führt. Die Ware muss manchmal mehrmals transportiert werden. Heute ist keine Erhöhung des Volumens mehr möglich und mit der grundlegenden Neuorganisation der Infrastrukturen könnte für die Prozesse ein grosses Optimierungspotenzial aktiviert werden.

Das Projekt besteht im Bau eines neuen Gebäudes, um die Prozesse zu rationalisieren und die notwendige Kapazität für die in den nächsten Jahren erwartete Marktentwicklung zu schaffen. Die einfache Gesellschaft Seeland Bio stützt sich auf einen zehnjährigen Ausgangsvertrag. Allerdings wird einer der Gesellschafter Eigentümer des Gebäudes sein.

Kosten der Arbeiten pro BKP

1. Vorbereitungsarbeiten	9 000
2. Gebäude	7 947 500
4. Aussenraumgestaltung	501 000
5. Nebenkosten – Abklärungskonto	287 000
Total	8 744 000

Nach Abzug der nicht beitragsberechtigten 320 400 Franken und nach Anwendung eines Abzugs von 33% gemäss Richtlinien des BLW für Projekte der ersten Verarbeitungsstufe von landwirtschaftlichen Erzeugnissen verbleibt ein beitragsberechtigter Betrag von 5 644 100 Franken.

Allgemeine Bemerkung bezüglich die beiden Bauprojekte

Im Rahmen eines solchen Projekts zur regionalen Entwicklung könnte vorgezogen werden, die Infrastrukturen zusammenzulegen und nur ein Gebäude zu bauen. Der Grosshandel (namentlich Coop und Migros) reagiert jedoch auf die Gleichsetzung ihrer Anlieferer: Ein auf den einen ausgerichteter Akteur verliert beim andern an Beliebtheit. Mit der unterzeichneten Kooperationsvereinbarung können die beiden Infrastrukturen die Nachfrage des Grosshandels abdecken. Sie ermöglichen die Deckung der steigenden Nachfrage und wahren die starke Stellung der Region im Bio-Gemüse-sektor auf nationaler Ebene.

4. Investitionskosten und geplante Beiträge

4.1. Investitionskosten und beitragsberechtigte Kosten

Nicht alle Investitionsposten sind beitragsberechtigt. So wird zwischen Investitionskosten (Total) und beitragsberechtigten Kosten (die subventioniert werden können) unterschieden. Die PRE weisen eine Besonderheit auf, da für die Anwendung eines Faktors, der den beitragsberechtigten Betrag reduzieren kann, die Art der Unterprojekte berücksichtigt wird.

4.2. Berechnung der Bundes- und Kantonsbeiträge

Die Gewährung eines Bundesbeitrags setzt die Zahlung eines angemessenen Kantonsbeitrags voraus. In der Talzone beträgt der Höchstsatz für den Bundesbeitrag 34%, unter der Bedingung, dass sich der Kanton zu 80% des Bundesbetrags beteiligt (das heisst 27,2% des beitragsberechtigten Betrags). Gewährt der Kanton weniger, senkt der Bund seinen Beitrag proportional.

Bei den ersten Gesprächen wurde die Frage der Beteiligung des Kantons Bern am kantonalen Teil des Projekts gestellt. Da sich das Projekt auf das Seeland bezieht, ist es auch für die Produzierenden aus dem Kanton Bern interessant. Eine Analyse der Zahlen zeigt auf, dass der Freiburger Anteil zwischen 66% (Produktionsflächen) und 78% (Umsatz) variiert. Aus der Analyse des Projekts und der Unterprojekte ging zudem hervor, dass alle unterstützten Organisationen ihren Sitz im Kanton Freiburg haben. Zudem befinden sich die geplanten Bauten, die den Grossteil der geplanten Investitionen darstellen, auf Freiburger Gebiet. Das Unterprojekt Tourismus wird ebenfalls ausschliesslich von Murten Tourismus getragen. Ausgehend von diesen Feststellungen und aufgrund der Grösse der Bauprojekte in Bezug auf das gesamte Projekt erschien es als zweckmässig, dass der Kanton Freiburg den kantonalen Beitrag allein trägt. Ausserdem inspiriert sich die Reduktion der Subventionierung der Infrastrukturprojekte um 50% direkt an der Praxis, die gegenwärtig für die Käse-reiprojekte im Kanton Freiburg angewandt wird. Entsprechend beläuft sich der durchschnittliche Kantonsbeitrag auf 15,5% der beitragsberechtigten Kosten.

Es ist ausserdem anzumerken, dass das Projekt dem Anspruch des Kantons Freiburg entspricht, Leader im Nahrungsmittelsektor zu werden. Es wird 40 neue direkte Arbeitsstellen schaffen, die sich alle im Kanton Freiburg befinden. Es ist ebenfalls zu erwähnen, dass diese Unterstützung allen Bio-Gemüseproduzenten wie auch dem Tourismussektor der Region zugutekommt, wodurch zahlreiche indirekte Arbeitsstellen sichergestellt werden.

4.3. Investitionen und Finanzierung pro Begünstigten (Beiträge und andere Finanzierungsquellen)

Unterprojekt	Investitionskosten	Beitragsberechtigte Kosten	Beitragsatz CH	Betrag Beitrag CH	Beitragsatz FR	Betrag Beitrag FR	Hypothekendarlehen und Leasing	Eigenkapital
1. Verein PRE F&G Seeland	3 133 588.–	2 834 720.–	34%	963 805.–	27,2%	771 044.–	0.–	1 322 235.–
davon: <i>Verein</i>	979 588.–	680 720.–		231 445.–		185 156.–		
<i>Marketing allgemein</i>	2 154 000.–	2 154 000.–		732 360.–		585 888.–		
2. Murten Tourismus								
<i>Bio Gemüse Tourismus</i>	2 458 291.–	1 279 476.–	34%	435 022.–	27,2%	348 017.–	0.–	1 594 757.–
3. B2B Plattform GmbH								
<i>B2B Plattform</i>	7 008 181.–	1 580 875.–	34%	537 498.–	27,2%	429 998.–	110 000.–	5 499 764.–
4. InnoPlattform Bio GmbH								
<i>InnoPlattform</i>	1 686 173.–	935 312.–	34%	318 006.–	27,2%	254 405.–	0.–	1 054 303.–
5. Terraviva AG								
<i>Bau Terraviva</i>	56 235 010.–	36 253 706.–	17%	6 163 130.–	13,6%	4 930 504.–	35 020 000.–	6 955 701.–
6. Seeland Bio								
<i>Bau Seeland Bio</i>	8 744 490.–	5 644 147.–	17%	959 505.–	13,6%	767 604.–	6 370 000.–	171 001.–
Total	79 265 733.–	48 528 236.–	19,3%	9 376 965.–	15,5%	7 501 572.–	41 500 000.–	16 597 761.–

Das Projekt ist für eine Dauer von sieben Jahren geplant und es wird festgehalten, dass die Rückzahlung der Darlehen lange vor diesem Ablauf beginnt. So werden die Projektträger noch während der Aufbauphase eine Liquidität für die Rückzahlung in Höhe von 7 940 000 Franken produzieren.

Die Tabelle zeigt auf, dass die beiden Bauprojekte den Grossteil der Projektkosten darstellen, wie auch der Beiträge. Es ist wichtig, nicht zu vergessen, dass sowohl Terraviva als auch Seeland Bio Produzentenorganisationen sind. Die Auswirkungen dieser Investitionen nutzen de facto den Produzierenden.

Wie eine Studie des Landwirtschaftlichen Instituts Grange-neuve¹ am Rande des Projekts aufzeigte, wächst der Gemüsemarkt in der Schweiz stetig. Jener des Bio-Gemüses wächst doppelt so schnell. Dieser Trend wird auch in den anderen europäischen Ländern beobachtet. Die Sensibilisierung der Bevölkerung sowie das Bevölkerungswachstum lassen vermuten, dass dieser Trend nachhaltig ist.

Das Seeland nimmt in diesem Markt mit einem Anteil von 22% am Schweizer Markt einen wichtigen Platz ein. Die Infrastrukturen sind jedoch an ihren Kapazitätsgrenzen

¹ «Der Bio-Früchte, Gemüse, Kartoffel und Beeren-Markt in der Schweiz und seine zukünftige Entwicklung», L. Collet LIG, 13.02.2019

angelangt. Für die Weiterverfolgung der Entwicklung dieses Marktes sind Investitionen notwendig, wodurch in der Region weitere Tonnen Gemüse produziert werden können und die lokalen Produzierenden profitieren.

Der Gemüsemarkt ist sehr umkämpft und der Druck ist gross, namentlich vom Grosshandel. Wenn die Region nicht über die notwendigen Infrastrukturen für die Verfolgung des Wachstums des Marktes verfügt, besteht nicht nur die Gefahr, dass der Absatz stagniert, sondern auch, dass sich der Grosshandel von der Produktion der ganzen Region ab- und Partnern zuwendet, die seine gesamte Nachfrage abdecken können.

5. Zahlungsfristen, Finanzplanung

Gemäss den Regeln wird 80% der Beiträge abhängig vom Bedarf im Verlauf der Umsetzung des Projekts (6 Jahre) ausbezahlt. Die Auszahlung der restlichen 20% ist erst nach Abschluss der sechsjährigen Anlaufperiode möglich. Der Restbetrag kann ausbezahlt werden, nachdem das Erreichen der festgelegten Ziele festgestellt wird und stützt sich auf die Abrechnung der tatsächlichen Kosten.

Die Zahlung der Beiträge für die Unterprojekte 1 bis 4 wird während dieser Zeit regelmässig erfolgen. Die Zahlung der Beiträge für die Unterprojekte 5 und 6 wird auf die beiden ersten Jahre konzentriert sein, da während dieser Zeit gebaut

wird. Die folgende Tabelle fasst die Aufteilung der Beiträge von 2021 bis 2027 zusammen.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027 (Restbetrag)	Total
1 089 725	2 430 876	1 612 357	403 958	234 265	228 661	1 501 703	7 501 572

6. Nachhaltigkeit

Dieses Dossier ist Gegenstand einer Analyse vom Blickpunkt der nachhaltigen Entwicklung mit dem Hilfsmittel «Boussole 21». Die Analyse ermöglichte die Feststellung, dass das Projekt die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung einhält.

In seiner wirtschaftlichen Dimension ermöglicht das Projekt nicht nur, die Stellung des Seelands auf dem nationalen Bio-Gemüsemarkt (20% des Schweizer Bio-Gemüse wird im Seeland produziert) nachhaltig zu sichern, sondern schafft auch die Mittel für die Weiterführung des in den letzten Jahren beobachteten Wachstums. Die Marktanalysen zeigen, dass sich der Trend fortsetzen wird. Ausserdem ermöglicht das Projekt die Entwicklung einer neuen Aktivität mit einem touristischen Angebot, getragen von Murten Tourismus und in Verbindung mit dem biologischen Gemüseanbau. Im Rahmen des Projekts konnten die Akteure eine Zusammenarbeit für die Koordination der Produktion im gesamten Projektperimeter abschliessen, wodurch der Sektor deutlich gestärkt wird.

In seiner ökologischen Dimension ist das Projekt auf mehreren Ebenen von Interesse. Einerseits wird das Wachstum des biologisch produzierten Gemüsemarktanteils unterstützt. Die Folgen sind offensichtlich für die Qualität des Wassers (keine Verwendung von chemischem Dünger oder synthetischen Pflanzenschutzmitteln) und des Bodens. Andererseits werden bestehende, in die Jahre gekommene Infrastrukturen ersetzt. Die Energiebilanz wird verbessert: effizientere Maschinen, weniger interne Transporte, LED-Leuchten, Heizung mit erneuerbaren Energien und/oder Erdsonde, Stromproduktion mit Solaranlage. Schliesslich fördern die Standorte, auf denen das Projekt entwickelt wird, kurze Transportwege. Dies sowohl zwischen der Produktion (im Freiland oder Tunnel) und den Lager- und Verpackungsorten als auch zwischen den Lagerorten und dem Zugang zum Transportnetz für den Versand.

Schliesslich, in seiner sozialen Dimension, bringt das Projekt der Bevölkerung einen Nutzen. Dies hauptsächlich durch die Erhöhung des Anteils an Biogemüse (Gesundheit), aber auch durch die Erweiterung des touristischen Angebots (Unterhaltung und Treffpunktpotenzial), während neue Arbeitsplätze geschaffen werden. Es ist ausserdem festzuhalten, dass das gesamte im Rahmen des Projekts aktive Personal nach dem landwirtschaftlichen Rahmenvertrag angestellt und

ordnungsgemäss versichert wird (Krankheit, Unfall usw.), was eine faire Behandlung gewährleistet.

7. Schlussfolgerungen

Das PRE Bio Gemüse Seeland wird die Dynamik des Bio-Gemüsesektors der Region Seeland unterstützen und die privilegierte Stellung auf nationaler Ebene stärken, die sich die Akteure dieses wichtigen Zweigs der Freiburger Landwirtschaft geschaffen haben. Es wird den Ausbau von Potenzialen und Synergien in Verbindung mit dem Tourismus ermöglichen. Es wird so den Konsumentinnen und Konsumenten die Bio-Gemüseprodukte der Region näherbringen und auf regionaler Ebene Arbeitsplätze schaffen. Es wird den Austausch von Kompetenzen fördern und so das Know-how des Sektors stärken.

Aus diesen Gründen ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, bei der Finanzverwaltung einen Verpflichtungskredit von **7 501 572 Franken** für die Umsetzung des Projekts zur regionalen Entwicklung PRE Bio Gemüse Seeland zu beantragen.

Demnach fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, dieses Dekret zu genehmigen.

Anhang

—

Bericht Boussole 21

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
destiné au subventionnement du projet de développement
régional Bio Gemüse Seeland**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr);
Vu l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les améliorations structurales dans l'agriculture (OAS);
Vu la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF);
Vu l'arrêté du 19 décembre 1995 concernant les subventions cantonales en faveur d'améliorations foncières;
Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le message 2020-DIAF-26 du Conseil d'Etat du 12 octobre 2020;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

**Dekret über einen Verpflichtungskredit
für die Subventionierung des regionalen
Entwicklungsprojekts Bio Gemüse Seeland**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (LwG);
gestützt auf die Verordnung des Bundesrats vom 7. Dezember 1998 über die Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft (SVV);
gestützt auf das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG);
gestützt auf den Beschluss vom 19. Dezember 1995 über die Kantonsbeiträge an die Bodenverbesserungen;
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
nach Einsicht in die Botschaft 2020-DIAF-26 des Staatsrats vom 12. Oktober 2020;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ L'octroi de subventions cantonales au projet de développement régional Bio Gemüse Seeland est approuvé.

² Les projets bénéficiant des subventions cantonales sont les suivants:

- a) Verein F&G Seeland, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 771 044.–
- b) Morat Tourisme, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 348 017.–
- c) B2B-Plattform GmbH, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 429 998.–
- d) InnoPlattform-Bio GmbH, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 254 405.–
- e) Terraviva ag/sa, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 4 930 504.–
- f) Seeland Bio, pour un montant maximal de subventions de: Fr. 767 604.–

Art. 2

¹ Un crédit d'engagement de 7 501 572 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue d'assurer le financement du subventionnement du projet de développement régional Bio Gemüse Seeland.

Art. 3

¹ Les montants nécessaires seront inscrits aux budgets de l'Etat pour les années 2021 à 2027, sous le centre de charges 3425/5660.002 «Subventions cantonales aux tiers pour les améliorations foncières».

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

I.

Art. 1

¹ Die Gewährung von Kantonsbeiträgen an das regionale Entwicklungsprojekt Bio Gemüse Seeland wird genehmigt.

² Kantonsbeiträge werden an folgende Projekte ausgerichtet:

- a) Verein F&G Seeland, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 771 044.–
- b) Murten Tourismus, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 348 017.–
- c) B2B-Plattform GmbH, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 429 998.–
- d) InnoPlattform-Bio GmbH, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 254 405.–
- e) Terraviva ag/sa, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 4 930 504.–
- f) Seeland Bio, bis zu einem Höchstbetrag von: Fr. 767 604.–

Art. 2

¹ Für die Finanzierung der Subventionierung des regionalen Entwicklungsprojekts Bio Gemüse Seeland wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 7 501 572 Franken eröffnet.

Art. 3

¹ Die erforderlichen Beträge werden im Voranschlag des Staates für die Jahre 2021–2027 unter der Kostenstelle 3425/5660.002 «Kantonsbeiträge an Dritte für Bodenverbesserungen» eingetragen.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.
Il entre en vigueur immédiatement.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.
Es tritt sofort in Kraft.